

Meilleurs vœux... à l'Omicron près !

Pour cette première réunion de l'année du CSE réseau, toujours en partie en présentiel et en partie en visio, le traditionnel échange de vœux a tourné à l'aigre-doux.

Dans leurs propos introductifs, les élus ont souligné la **lassitude des salariés devant un nouveau Plan de Continuité de l'Activité (PCA)** qui réduit de nouveau et drastiquement les antennes.

Les élus du SNJ qui défendent au quotidien la santé des salariés, ne comprennent pas cet excès de prudence... qu'on ne retrouve que dans le réseau France 3.

[Lire le liminaire du SNJ ici.](#)

Le directeur du réseau dit avoir entendu les remarques.

SOMMAIRE *

SANTÉ :
CE PCA QUI FAIT TOUSSER LES SALARIÉS

CASAR : DES ATELIERS
ET UNE BOÎTE À OUTILS

PLATEFORME NUMÉRIQUE COMMUNE FRANCE BLEU / FRANCE 3
BIENTÔT SUR LES RAILS

RELOCALISATION DE L'ANTENNE
DE NOUVELLE-AQUITAINE

BUDGET, COÛT DE GRILLE
ET ETP

* Cliquer sur les titres pour accéder aux contenus

Santé : ce PCA qui fait tousser les salariés

Le débat sur ces restrictions de personnels, le retour des JT communs et la disparition des émissions de flux promettaient d'être houleux. Mais après une grève des salariés de Bretagne, Pays de Loire et Val de Loire, réunis pour un seul journal et suite à une saisine sur le reste du réseau, la direction avait annoncé deux jours avant la réunion du CSE un assouplissement des conditions de travail : retour à des JT par antenne, mais toujours sans 18h30, et sans les émissions de flux. Ce qui met directement en danger certaines émissions comme « Vous Etes Formidable », dont les audiences ne sont pas encore consolidées.

Les échanges ont donc été bien nourris. Comme l'avait constaté dès le 6 janvier la CSSCT, il n'y a pas à France Télévisions la même motivation pour défendre la santé des salariés au siège ou à la Fabrique. Et dans l'esprit de beaucoup de salariés, c'est donc bien un nouveau train d'économies pour le réseau en même temps qu'un dispositif de prévention face à la nouvelle vague de Covid. Philippe Martinetti rejette cette interprétation. Mais nous n'aurons aucune réponse à la question de cette différence de traitement (au siège, les montages se font en présentiel même si plateaux et régions ont été regroupés). Pas plus qu'il ne donnera d'explications aux interrogations sur la poursuite des formations NRCS sur site. Le nombre de jours non remplacés pour ceux qui sont inscrits à ces formations en janvier est pourtant éloquent...

Et malgré cette organisation précautionneuse, les élus n'ont pu que constater encore une fois que certains outils indispensables manquent : les autotests viennent seulement d'arriver et leur mise à disposition n'est pas optimum. De même, il a fallu argumenter pour obtenir que chaque journaliste ou technicien de reportage reçoive deux masques FFP2 pour être certain de pouvoir mieux se protéger dans des situations non prévisibles. Une nécessité rappelée par le docteur Eric Mageau, médecin de l'entreprise.

En revanche, la réponse est loin d'être satisfaisante pour les parents d'enfants dont les écoles ferment. Sauf en cas de test positif, le parent devra prendre une journée enfant malade ou se faire planifier une RTT employeur.

Au final, ce processus, certes rassurant, va probablement continuer au moins jusqu'au 31 janvier... comme décidé en décembre ! •



Plateforme numérique commune France Bleu / France 3 bientôt sur les rails

Le CSE central s'est réuni le 14 janvier pour examiner le projet de GIE, qui servira de structure administrative et logistique à ce projet très « politique ». Mais au-delà des statuts de ce GIE un peu flous et que le CSE central va soumettre à une étude juridique, le débat a beaucoup tourné autour de l'organisation, des contenus, de la direction éditoriale et du financement de cet outil annoncé il y a quelques semaines par Roselyne Bachelot. Si on a appris que le nom de cette future entité commune est trouvé mais encore secret, beaucoup d'éléments restent dans le flou : son budget, sa coordination éditoriale, son futur référencement...

Les élus du SNJ, comme d'autres, ont rappelé en tous cas la nécessité que le CSE réseau lui aussi soit consulté car si ce projet dit stratégique infuse toute l'entreprise, il concerne quand même en premier lieu les régions de France 3. •



CASAR : des ateliers et une boîte à outils

Quelques jours avant ce CSE, s'est tenu la réunion mensuelle de la CASAR (Commission d'anticipation, de suivi et d'ajustement de la régionalisation).

Une réunion, où nous avons appris le retour de l'expression « expérimentation » en ce qui concerne la régie automatisée toujours en cours d'installation à Strasbourg, ainsi que l'abandon du mot « régionalisation » au bénéfice du terme plus léger de « proximité ». Le lexique de la direction est toujours éclairant pour une compréhension plus fine de ses intentions. **Compte-rendu complet de la CASAR à lire ici.**

Après lecture de ce compte-rendu devant le CSE, plusieurs questions et réflexions sont venues compléter le débat.

Les deux régions test pour de nouvelles **prises d'antenne l'après-midi** (Nouvelle-Aquitaine et Bretagne) se sont emparées des créneaux du samedi et dimanche après-midis afin d'y diffuser des PAE, des événements culturels et du sport. Un mélange de production interne, de coproduction et d'achats externes. Cela semble un peu plus facile pour l'Aquitaine, qui s'appuie sur des programmes fabriqués à l'origine pour NOA. L'idée des régions tests est de pouvoir reproduire le modèle pour les autres, ces deux régions sont donc à observer précisément.

Deux gros dossiers ont beaucoup nourri la discussion : **le numérique de proximité et l'évolution des JT régionaux**. Ces deux sujets ont fait l'objet d'ateliers depuis plusieurs mois et ils ont un point commun, négatif à nos yeux : beaucoup d'encadrants et trop peu de reporters de terrain dans ces ateliers.

Quand les ordres viennent du haut de la pyramide, il est toujours difficile d'embarquer les personnels dans ces projets s'ils n'y ont pas participé.

Frédérique-Marie Lamouret s'en défend : « *les ateliers ne sont pas terminés, il y a déjà eu beaucoup de gens qui se sont exprimés, des journalistes, des PTA, mais pas seulement, les directions également, mais pas seulement... La démarche est loin d'être terminée* ».

Combien ? Qui ? Des journalistes ? Malgré notre insistance, nous n'aurons aucun détail supplémentaire.

Il fut également question de tournages de reportages à une personne dans certaines stations, les directions entretenant la confusion, expliquant qu'un tournage pour le web serait différent d'un tournage pour le linéaire. Sur le mode « immersion », très prisé par la direction numérique comme celle de l'information, de jeunes journalistes web se sont même retrouvés isolés, devant rapporter texte, photos et vidéo. Et à qui on demandait de venir en plateau chroniquer leur expérience. Vos élus ont rappelé les accords en vigueur et que cette dégradation des conditions de travail était totalement hors cadre. La direction plaide l'erreur et nous dit vouloir respecter les accords à la lettre. Qu'on se le dise !

Dans d'autres ateliers, on réfléchit aussi pour nous à l'évolution de nos JT .

Christophe Poullain, responsable de ce projet, nous indique d'emblée que c'est une boîte à outils et que chaque région peut y prendre ce qu'elle souhaite, qu'il n'y a pas d'obligations, tout ou une partie peuvent être envisagés.

Certaines régions ont déjà mis en place quelques-uns de ces outils (écran tactile, à Marseille, « On vous répond », en Normandie).

D'après Christophe Poullain, ces réflexions ont été portées à la connaissance des rédactions par les rédacteurs en chef depuis le 10 novembre... Cela ne semble pas si clair pour tout le monde.

En matière d'utilisation de nouveaux outils, censés dépoussiérer la forme de nos JTs, la réflexion semble être allée sur l'esthétique de l'image et moins sur son sens. C'est notamment le cas des UTS et des images au format carré ou vertical, prônées dans le document.

Une image est une signature temporelle, une image noir et blanc fait tout de suite penser à de vieilles archives,

(suite en page 4...)

(...)

une image en 4/3, les années 80, une image propre avec une mauvaise définition mais en 16/9ème, les années 90/95 avec le début du numérique.

Ce n'est pas une culture professionnelle de l'image, c'est une référence au temps dans l'inconscient de chacun.

L'aspect du format carré ou vertical est perçu comme une image d'amateur. Nos téléspectateurs vont avoir du mal à comprendre nos JT et faire la différence entre ce qui est fait par des journalistes professionnels et ce qui vient des réseaux sociaux, des images amateurs, etc. L'ensemble est savamment mélangé dans les JT. A l'heure où nous sommes professionnellement critiqués et même attaqués physiquement, il est important de ne pas semer encore plus la confusion dans l'esprit des téléspectateurs.

Nous nous réjouissons en revanche d'avoir vu apparaître dans les documents de la direction le mot **boîtier** à côté de UTS et Mojo, comprenez les boîtiers Hybrides de type Sony alpha, canon 5D et Panasonic S1H, entre autres.

Des boîtiers ont été achetés par des chefs de centres sur leurs crédits régionaux, ils en ont la possibilité, nous indique Xavier Riboulet en marge de ce CSE.

Mais il n'y a pas de déploiement au niveau du réseau pour ses boîtiers, qui procurent une excellente qualité d'image pour un poids d'environ 1kg.

Concernant les images de **drones**, elles sont présentées dans le document de la direction comme des faire-valoir artistiques, de la belle image. Or ces tournages, dont nous réclamons la fabrication en interne depuis des années, sont avant tout des images capitales véhiculant une information ultra pertinente.

Par exemple, les inondations ou les éboulements de falaises en vues aériennes sont extrêmement riches en informations visuelles pour comprendre ces phénomènes. Ne pas en avoir dans nos JT ou très peu nous « ringardise ».

Ces images sont également des cas d'école en matière de mise en sécurité des personnels. Il est extrêmement dangereux

d'aller marcher dans l'eau d'une inondation en cuissardes pour faire des images spectaculaires et d'y risquer sa vie. Alors qu'avec un drone, vous avez l'étendue des dégâts en toute sécurité.

Tous les outils ne sont pas utilisés partout et ne le seront pas forcément. « *On ne réinvente pas la poudre* », nous dit Christophe Poullain. L'idée est de recenser les bonnes pratiques dans le réseau, de les partager et d'en ajouter. L'écran tactile, par exemple, modifie la façon de présenter les choses, mais ne modifie pas nos fondamentaux.

Nous avons également mis en évidence la faible qualité de nos palettes graphiques en région et l'absence de dispositifs 3D.

Le retard s'accumule entre le réseau et ce qu'on voit sur les chaînes nationales. Au-delà de la petite boîte à outils qui vient d'arriver, il va falloir penser rapidement à sortir la grosse caisse d'outillages sur les établis des régions. •

Budget, coût de grille et ETP

Une page et trois graphiques seulement accompagnent l'information sur la notification budgétaire du réseau pour 2022.

Avec une grande nouvelle : pour la première année depuis longtemps l'effectif ne baisse pas. 3090 ETP (équivalent temps plein) en 2020 alors que 3096,5 sont budgétés pour 2022.

Pour Philippe Martinetti qui voulait « nous avertir le plus rapidement possible, le réseau a été préservé ».

Après des années de baisse constante – il y avait 3250 ETP en 2017 - vos élu(e)s ont accueilli l'annonce avec un enthousiasme beaucoup plus modéré.

Certes, le nombre d'ETP augmente légèrement mais il faut le mettre en rapport avec l'augmentation du temps d'antenne et de la charge de travail générés par la mise en place du 18h30 et du 18h53.

Une nouvelle diminution aurait été une véritable provocation et un déni de la part de la direction.

(suite en page 5...)

(...)

Reste à savoir maintenant **comment ce budget sera réparti par région**. La réponse dans quelques semaines lors d'un prochain CSE.

Le directeur du réseau affirme avoir « pris en compte les disparités entre régions » et « travailler sur des transferts d'ETP » vers les antennes les moins bien dotées.

A ce sujet, le cas de la région AURA a été évoqué. D'après son directeur, elle serait en déficit structurel de 1000 jours par an, soit 5 ETP. C'est ce déficit qui justifie la mise en place de 5 semaines de JTs communs entre Lyon et Grenoble pendant l'été. D'autres régions, comme l'Occitanie, sont également concernées par cette aberration éditoriale.

Aucune explication à ce sujet de la part de la direction du réseau et des finances qui disent vouloir laisser l'autonomie à chaque direction régionale.

Autre information lors de ce point : le coût de grille et son évolution. De 372,2 millions d'euros en 2017, il est passé à plus de 404 millions prévus pour 2022.

Une augmentation expliquée par le financement de la régionalisation et notamment la multiplication des magazines de découverte et le développement des PAE.

Le lancement et l'exploitation des matinales pèsent aussi sur le budget. Chaque matinale représente 200 000 € par an. •

Relocalisation de l'antenne de Nouvelle-Aquitaine ?

Une information a eu lieu sur le projet de relocalisation de l'antenne d'Aquitaine. Des élus ayant repéré un appel d'offres à destination d'équipes de maîtrise d'œuvre.

« Rien n'est décidé à ce stade », mais pour la direction il s'agit d'être prêt à répondre à un appel à projet de la ville de Bordeaux qui possède des friches.

Le site actuel séparé en 4 bâtiments n'est plus adapté, énergivore et une réhabilitation n'est pas possible. Pour couper court aux fantasmes et expliquer qu'il n'y a pas de plan caché, la direction affirme son souci d'informer, tout au long du processus, salariés du site et élus locaux.

Une demande a également été formulée pour que des retours d'expériences soient faits sur des sites comme à Rouen, qui servent désormais de modèles ! Pourtant, les problèmes y sont nombreux. Et la consultation des salariés de cette antenne, sur « les designs de travail », comme l'explique Olivier Guyon-Sangnier, directeur de l'immobilier de France TV, fait place aujourd'hui à quelques dysfonctionnements dans cette station.

La direction du réseau admet qu'une association des salariés plus en amont permettrait d'éviter des risques psycho-sociaux. A suivre... •

**Prochain CSE du réseau France 3 :
16 et 17 février 2022**

On se retrouve donc très bientôt !

Vos représentants SNJ :

Jean-Manuel Bertrand, Myriam Figureau,
François Ollier et Hervé Colosio.